

Politique

L'avenir politique au Mali : LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Dans la conjoncture actuelle, l'Exécutif devait tout à la fois refléter le renouveau et être immédiatement opérationnel. On pourrait évoquer l'opération comme une prise de risque raisonnée. La constitution du premier gouvernement dans un premier quinquennat représente toujours une forme de pari en soi. Aussi bien pour le président de la République qui inspire le choix des hommes que pour le Premier ministre qui dirigera l'équipe. La construction elle-même ne pose pas de difficultés majeures, l'architecture gouvernementale offrant suffisamment de possibilités d'aménagements pour se plier aux objectifs prioritaires fixés par le chef de l'Etat. Ceci admis, il subsiste toujours une marge d'incertitude non négligeable qui porte sur le facteur humain et qui ne se résorbera que dans l'action. Parmi les questions qui ne peuvent recevoir de réponse aujourd'hui, se trouvent celles qui consistent à savoir si des personnalités à la compétence reconnue sauront encaisser la pression de l'opinion et répondre à l'impatience des partenaires sociaux ; si les hommes et les femmes d'expérience auront l'humilité d'adapter leur expertise à la nouvelle conjoncture au lieu de s'attacher à reproduire les recettes éprouvées ; si l'équipe apprendra à vite travailler ensemble, chacun évitant de se focaliser sur la préservation jalouse de son domaine de compétence ; et si la tentation de se comporter en « premier parmi les égaux » ne visitera aucun des poids lourds. Chaque équipe gouvernementale, et plus particulièrement celle qui ouvre un cycle, rencontre les écueils décrits plus haut et c'est la fermeté présidentielle qui permet d'habitude le franchissement de ces passes difficiles. Pour le moment, il serait futile d'ouvrir le jeu des suppositions. Il faut se limiter à constater que tel qu'il se présente, le gouvernement de Oumar Tatam Ly paraît a priori suffisamment équilibré pour entamer sans tâtonnements les missions qui lui seront confiées. Sa composition a en effet été dominée par l'observation du principe de précaution qui sied dans la conjoncture actuelle. Tout d'abord, la part à faire entre novices du travail gouvernemental et éléments expérimentés, a été tranchée de manière raisonnable. Volonté de renouveau oblige, les premiers prédominent numériquement (19 membres sur les 34), mais presque tous les départements considérés comme stratégiques sont tenus par les seconds. Deuxième remarque, les personnalités « entrantes » appelées pour leur vécu dans l'action publique et portées à la pointe de la pyramide gouvernementale se sont vu attribuer des portefeuilles soit en relation directe avec leur compétence personnelle, soit concernant un domaine qu'ils ont eu à gérer avec une réussite certaine. Dans le premier groupe, on trouve notamment les ministres de la Justice (qui outre d'être avocat, avait été secrétaire général de ce département), du Développement rural et de l'Economie et des finances. Dans le deuxième groupe figurent tout particulièrement le titulaire de la Défense et des anciens combattants et celui de la Sécurité. Soit cinq personnalités sur les sept premiers de l'ordre protocolaire du gouvernement. Le choix de Zahabi Ould Sidi Mohamed est donc à inscrire dans les décisions audacieuses que peut prendre un chef de l'Etat soucieux de débloquer au plus vite une situation complexe et qui mise sur l'effet accélérateur de gestes hautement symboliques. L'on ne peut que souhaiter que cette initiative très forte qui s'inscrit dans la logique de la réconciliation nationale et dont la pertinence sera établie sur la durée, produise exactement les effets attendus. Le gouvernement de mission est désormais en place et le rythme déjà imprimé par le Premier ministre (réunion de cabinet dimanche dans la soirée et conseil des ministres extraordinaire hier) donne les premiers indices du style Ly. Le Premier ministre a certainement le souci de serrer tous les boulons avant que n'arrive la mise à l'épreuve et que ne se rouvrent les nombreux dossiers – aussi bien ceux sociaux que celui de Kidal – délibérément mis en veilleuse lors de la Transition. C'est alors que devront transparaître véritablement le ton nouveau du gouvernement et la qualité de sa méthode. Ce sera aussi à ce moment que pourra être testée l'efficacité du principe de précaution qui a présidé à la composition de l'équipe.

Source : Essor

Nouveau gouvernement : ON AIME OU ON N'AIME PAS

Si la plupart des partis qui ont accompagné IBK ne font pas d'objection quant au choix des hommes et des femmes qui forment l'équipe de Oumar Tatam Ly, les réactions sont plus ou moins négatives du côté du FDR. Aujourd'hui, la classe politique apprécie diversement le gouvernement dirigé par le Premier ministre Oumar Tatam Ly dit Thierno, un banquier jusque là peu connu du grand public.

Tout comme l'opinion nationale est partagée sur la composition de cette équipe qui comprend 34 membres dont une quinzaine d'anciens ministres. Certains partisans du « changement » qui ont voté en grand nombre pour le candidat du RPM, Ibrahim Boubacar Kéita dit IBK, semblent déçus du retour de ministres qui, de leur point de vue, ont affiché leurs limites dans les gouvernements précédents.

Source : Essor

Gouvernement

Mali-Chine : LES FELICITATIONS DE LI KEQIANG A OUMAR TATAM LY

La Chine considère le Mali comme un partenaire important en Afrique et entend comme par le passé apporter son soutien actif à la paix et au développement de notre pays. C'est ce qui ressort du message de félicitations que le Premier ministre chinois, Li Keqiang, a adressé à son homologue malien Oumar Tatam Ly nommé le 5 septembre dernier. « C'est avec un grand plaisir que j'ai pris la nouvelle de votre nomination en tant que Premier ministre de la République du Mali. Je tiens à vous exprimer au nom du gouvernement de la République populaire de Chine ainsi qu'en mon nom personnel mes chaleureuses félicitations. Je vous formule mes souhaits de plein succès dans notre noble mission », écrit le Premier ministre chinois dans son message en date du 6 septembre.

Source : Essor

Biographie des ministres du nouveau gouvernement (3ème partie)

Lieutenant-colonel Abdoulaye Koumaré

Le ministre de l'Équipement et des Transports ne déménage pas puisque son département actuel recouvre le périmètre du portefeuille qu'il détenait depuis de 20 août 2012 dans le gouvernement de la Transition sous la dénomination « Transports et Infrastructures routières ». Né le 12 octobre 1972 à Kadiolo, le lieutenant-colonel Abdoulaye Koumaré passe pour être un proche collaborateur du général Amadou Aya Sanogo, l'auteur du coup d'État du 22 mars 2012. Tout jeune, il se destine au métier des armes. Il fréquente le Prytanée militaire de Kati, avant de poursuivre son cursus à l'École militaire d'administration de Koulikoro. En 1994, il devient officier d'administration. Pour parfaire la formation acquise au Mali, il suit les cours de base d'officier logistique en 1997 à Brême en République fédérale d'Allemagne avant de bénéficier d'une autre formation au Collège préparatoire d'entrée aux universités allemandes en 2001 à Munich dans le même pays. En 2003, il passe un diplôme d'études universitaires générales en sciences d'organisation économiques et financières à Hambourg à l'Université de l'Armée fédérale d'Allemagne. Dans la même université, il décroche un master en économie et gestion d'entreprises. A Bamako, il participe à plusieurs formations à l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Bèye. Il était justement jusqu'à son entrée au gouvernement en 2012, le directeur administratif et financier de l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Bèye. Officier du corps du Génie militaire, le ministre a une bonne maîtrise de l'outil informatique. En plus du bamanakan, il parle français, allemand et anglais.

Abdel Karim Konaté

Le nouveau ministre du Commerce revient en territoire familier après un intermède de moins de trois mois à la tête du département des Finances dans le gouvernement de la Transition. En effet, nommé ministre du Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement du 15 décembre 2012, Abdel Karim Konaté passera aux Finances à l'occasion du réaménagement du 22 juin dernier. Inspecteur des douanes de formation, Abdel Karim Konaté dit « Ampé » s'est bâti une bonne réputation dans son corps. Né le 25 novembre 1961 à Bamako, il est sorti de l'École centrale de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (ECICA) en 1984 avec comme spécialité « la douane ». Un an plus tard, il intègre la fonction publique en tant que douanier et passe 2 ans sous les drapeaux pour le compte du 1^{er} contingent du Service national des jeunes (SNJ). Après 15 années de service, il bénéficie d'une bourse de la mission française de coopération pour intégrer la prestigieuse école sous régionale des finances publiques de Ouagadougou où il est sorti 2^e major de sa promotion avec le diplôme d'administrateur des services financiers. De retour au pays, Abdel Karim Konaté s'inscrit à l'Institut des hautes études économiques et sociales de Bruxelles, délocalisée à Bamako. Deux ans après, il passe un master en management financier. Au cours de sa carrière, « Ampé » a suivi d'autres formations et séminaires, notamment le 43^e programme de bourse de l'Organisation mondiale des douanes, la formation des cadres supérieurs des douanes. Hors son expérience gouvernementale, le nouveau ministre du Commerce a exclusivement évolué au sein de l'administration des douanes. Après avoir servi à Koro et Zégoua, il a été placé à la tête de la Brigade mobile d'intervention de Bamako en 1995.

Mais c'est à la Division recherche et intervention qu'il va se faire un nom en battant le record de la plus grosse saisie de chanvre indien dans notre pays (2 tonnes en 2005). Il fit également un passage très remarqué au guichet unique pour le dédouanement des véhicules. Ses bons résultats appréciés par la hiérarchie le propulsent à la tête de la direction régionale des douanes de Kayes de 2009 à 2011. A sa nomination l'année dernière dans le gouvernement de Transition, Abdel Karim Konaté était chargé des relations internationales de la direction générale des douanes. Membre fondateur de l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), Abdel Karim Konaté est le secrétaire général adjoint du bureau national. Il a reçu plusieurs distinctions pour service rendu à la nation : médaille commémorative de campagne, médaille du mérite national avec effigie Abeille, chevalier puis officier de l'Ordre national du Mali. Marié et père de 5 enfants, il aime le football, la belote et la lecture. Il parle français et bambara.

Bakary Tereta

Le nouveau ministre du Développement rural est un familier de la scène politique. Bakary Treta fut en effet un militant de la première heure de l'Adema avant de passer au Rassemblement pour le Mali (RPM) après la scission de 2001. Né en 1954 à Diondiori dans la région de Mopti, il est titulaire d'un doctorat en alimentation et nutrition animale de l'académie vétérinaire de Moscou obtenu en 1987. Après des études fondamentales (1963-1972) à Tenenkou (Mopti), et secondaires (1972-1976) à l'Institut polytechnique rural (IPR) de Katibougou, Treta s'envole pour l'ex-URSS, précisément pour l'Université de l'amitié des peuples Patrice Lumumba de Moscou. Il y passe le doctorat d'Etat mentionné plus haut et un diplôme d'interprète russe-français. Entre 2011 et 2012, lorsqu'il est nommé ministre de l'Elevage et de la Pêche, Bakary Treta se retrouve se trouve dans son élément et dans un domaine auquel il a consacré une bonne partie de sa carrière académique et professionnelle. Cette expérience gouvernementale fut interrompue par le coup d'Etat de mars 2012. Le nouveau ministre du Développement rural a été très actif dans le domaine politique et associatif. Entre 1979 et 2001, il milite au sein de plusieurs associations notamment l'Amicale des étudiants et stagiaires maliens de l'Université Patrice Lumumba de Moscou, l'Association des étudiants et stagiaires maliens de l'ex-URSS. Il est membre de l'Adema, coordinateur de l'association politique Alternative 2002. Bakary Treta possède une riche expérience politique acquise de 1986 à nos jours et apparait comme un acteur de premier plan des luttes démocratiques. Il fut ainsi membre du Parti malien pour la révolution et la démocratie (PMRD) et du Front national démocratique et populaire (FNDP), secrétaire à l'organisation et secrétaire général du comité exécutif de l'ADEMA-PASJ, et depuis 2001, il est le secrétaire général du bureau politique national (BPN) du RPM. Il a participé à de nombreuses rencontres internationales à travers le monde dans le cadre de la politique et du développement en Afrique. Bakary Tereta est marié et père de deux enfants.

Jean Marie Idrissa Sangaré

Né le 31 mars 1965 à Bamako, Jean Marie Idrissa Sangaré, le nouveau ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies, a effectué ses études primaires et secondaires à l'école Liberté, à l'école Mamadou Konaté à l'école Prosper Kamara, à l'école de la Cathédrale puis au Lycée Askia Mohamed avant d'aller en Côte d'Ivoire pour y passer son bac au Lycée classique d'Abidjan en 1984. Il passera deux ans (1984-1986) à l'École normale supérieure de technologie à Dakar au Sénégal avant de s'inscrire à l'Université de Québec, de 1987-1989. Ses études y sont sanctionnées par un diplôme d'ingénieur en génie électrique. Pendant deux ans (1996-1998), il dirige l'exploitation du réseau d'électricité de Bamako avant de devenir le directeur de la distribution d'électricité d'EDM SA (1998-2007). Avant d'entrer au gouvernement, il était consultant et gestionnaire d'entreprises dans le secteur de l'énergie électrique. Le ministre Sangaré est marié et père de trois enfants. Il aime le sport.

Source : Essor

Actualités

Accrochages entre l'armée malienne et des touaregs

Des incidents ont eu lieu entre l'armée malienne et des touaregs, ce mercredi 11 septembre, à Fooïta, non loin de Léré, près de la frontière mauritanienne. L'armée malienne affirme qu'il s'agit d'une opération de sécurisation, entamée depuis plusieurs jours et destinée à lutter contre le banditisme qui gangrène cette zone frontalière. Plusieurs responsables du MNLA, joints par RFI, dénoncent, eux, une violation des accords de Ouagadougou. Les accrochages ont démarré un peu à avant 9 heures, ce mercredi matin. Selon, un porte-parole du MNLA contacté par RFI, une vingtaine de 4x4 et huit blindés de l'armée malienne auraient encerclé et tiré sur un campement à Fooïta où se sont regroupés des combattants des deux groupes touaregs MNLA et du HCUA.

Le porte-parole de l'armée confirme des « escarmouches » sans toutefois donner de bilan et affirme que cette intervention s'inscrit dans le cadre d'une opération de sécurisation entamée en fin de semaine dernière et menée depuis aux environs de Léré, et Nyafunke, notamment. Une opération destinée à lutter contre le banditisme armée dans la région.

L'armée évoque un problème de « banditisme »

« Nous avons constaté qu'il y a eu des vols de bétails. Des forains sont attaqués, dépossédés de leurs biens. La population elle-même se plaint de ce banditisme », explique le lieutenant-colonel Souleymane Maïga, porte-parole de l'armée malienne. « Si des individus sèment la terreur au sein de la population en se faisant passer pour des combattants du Mouvement national de libération de l'Azawad, je pense qu'il y a vraiment un problème », estime-t-il. Il affirme également qu'« il ne s'agit pas de créer des situations conflictuelles avec les groupes armés », mais de « remplir ses missions régaliennes : sécuriser les populations, en vue du retour de la paix sur l'ensemble du territoire national ».

Source : RFI

Cheick Oumar Diarra, ministre de la Réconciliation nationale et du Développement des régions du Nord

Cheick Oumar Diarra, ministre malien de la Réconciliation nationale et du Développement des régions du nord. « Nous allons tout faire pour recoudre le tissu social malien. La réconciliation nationale est un enjeu politique fondamental. Il y a deux volets importants : politique et développement. Il s'agit de sortir de l'état de pauvreté que nous connaissons dans le Nord du Mali. » Au Mali, le président Ibrahim Boubacar Keïta a nommé l'un de ses proches à la tête du tout nouveau ministère de la Réconciliation nationale et du Développement des régions du Nord. Il s'agit du diplomate Cheick Oumar Diarra, qui a été notamment ambassadeur du Mali à Washington. Quelle est sa feuille de route ? Que compte-t-il faire pour briser le mur de méfiance entre le Sud et le Nord du pays.

Source : RFI

Bourem : LA VILLE EST PLONGÉE DANS LE NOIR

La ville de Bourem est privée d'électricité depuis le 9 septembre dernier. L'AMADER n'arrive plus à assurer le service de l'électricité parce que les gros consommateurs, en l'occurrence le Centre de santé de référence et la société privée qui assure l'adduction d'eau potable, n'arrivent plus à payer leurs factures. La ville est plongée dans le noir dès la nuit tombée, développant un sentiment d'insécurité malgré la présence de l'armée malienne et des éléments de la MINUSMA. Autres conséquences de l'arrêt de la fourniture de l'électricité : la suspension de la fourniture de l'eau potable, l'arrêt des émissions de la radio communautaire et les difficultés pour les propriétaires de téléphone portable de recharger leurs appareils. Pourtant les autorités administratives et locales ont, depuis le départ des occupants, mis les bouchées doubles pour assurer la fourniture de l'électricité. « Nous avons épuisé tous les moyens à notre portée. Nous attendons les bonnes volontés ici et ailleurs car cette situation ne peut perdurer », confie le préfet adjoint du cercle, Youssouf Niaré. En attendant une solution, la population de Bourem, civils et militaires, se contente de quelques panneaux solaires pour charger les téléphones portables.

Source : Essor

Economie

Entretien routier : UN EFFORT PARTICULIER SUR LE CORRIDOR BAMAKO-DIBOLI

Il y a quelques semaines, nous consacrons un article à l'état des routes dans la capitale en cette période d'hivernage. Nous écrivions alors que les ravages causés par les fortes pluies, le poids du temps, les effets de la surcharge sont les principales causes de la dégradation des routes. Mais au-delà des voies de la capitale, tous les axes routiers du pays sont exposés à une dégradation rapide pour diverses raisons dont la moindre n'est pas la surcharge des gros porteurs. Pourtant la construction des routes coûte très cher. Au cours des deux dernières décennies, notre pays avec l'aide de ses partenaires, notamment l'Union européenne, a beaucoup investi dans la construction et la réhabilitation d'infrastructures routières. Mais une chose est de construire des routes et une autre de les entretenir.

Source : Essor

Entretien routier : EXERCICE DE MISE A NIVEAU DES PARTICIPANTS AUX APPELS D'OFFRES

Les travaux d'un atelier de formation à l'évaluation des prescriptions techniques et à la nomenclature des prix dans les travaux d'entretien routier ont débuté hier à l'Institut national de formation en équipements et en transports (INFET) sous la présidence du colonel Abdoulaye Koumaré, le ministre de l'Équipement et des Transports. C'était en présence du Pr. Mohamed Saliha Maiga, le directeur général de l'INFET, et de Tchona Idosso, le principal formateur de l'atelier. Organisée par l'INFET, grâce à l'appui financier de l'Autorité routière, cette session est destinée aux cadres de la Direction nationale des routes et à ceux des services régionaux de l'entretien routier. Elle participe du programme de formation initié par l'INFET, basé sur la prise en charge des préoccupations des opérateurs sur le contenu des appels d'offres au Mali.

Source : Essor

Société

Syndicat national des travailleurs de l'administration : L'UNTM SUSPEND LE CONGRES

La centrale a aussi rejeté toute immixtion de l'administration dans les affaires syndicales. L'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) a suspendu jusqu'à nouvel ordre le 12^{ème} congrès du Syndicat national des travailleurs de l'administration (Syntade). L'information a été donnée par le secrétaire général adjoint de la centrale syndicale, Tibou Telly, au cours d'une rencontre, hier, à la Bourse du travail. Ont pris part à la rencontre, le secrétaire général sortant du Syntade, Siaka Diakité, qui est aussi le secrétaire général de l'UNTM, et plusieurs autres membres du bureau exécutif national de la centrale syndicale. Les représentants de 14 sections syndicales sur les 16 que comprend le Syntade étaient également présents.

Source : Essor

Création d'une commission interministérielle d'enquête sur les inondations : Est-ce la fin de l'impunité pour les maires ?

Lors de sa prestation de serment le 4 septembre dernier, le président de la République Ibrahim Boubacar Kéita a promis une enquête approfondie sur les fortes précipitations survenues à Bamako, qui ont causé la mort de 36 personnes, afin de situer les responsabilités de cette tragédie. Le premier acte posé par le premier ministre Oumar Tatam Ly a été de créer une Commission interministérielle d'enquête pour traduire la promesse présidentielle dans les faits. Cette Commission qui a été mise en place hier est composée des ministères de l'administration territoriale, de l'urbanisme et de la politique de la ville, du ministère de l'assainissement et celui des affaires foncières. Cette Commission a pour mission de rechercher d'abord les causes de ces inondations et ensuite de situer les responsabilités. Toutefois, s'il s'avère que les maires sont en cause, il n'est pas exclu que ces derniers soient révoqués. Quand on sait que les municipalités ont un budget d'assainissement en vue de faire face aux travaux de curage pour pallier à d'éventuels cas d'inondations. Il nous revient après constat que la plupart des caniveaux du district ne sont pas l'objet d'attention de la part de nos élus municipaux. Ce qui pose inéluctablement la question de savoir l'usage qui est fait de ce budget. Par ailleurs les constructions illicites au bord des cours d'eau étant formellement interdites, les maires auront du mal à se défendre face aux enquêteurs. Sans nul doute qu'avec la révocation des maires une fois les responsabilités situées, nous assisterons à la création des délégations spéciales au niveau des municipalités afin d'évacuer les affaires courantes en attendant les prochaines élections municipales.

Source : : L'Indépendant

Education

L'Unesco organise le second Dialogue philosophique Sud-Sud

Les 16, 17 et 18 septembre 2013 à la Villa des Arts de Rabat. C'est une démarche inédite. 12 philosophes de renom se réunissent à Rabat dans deux ateliers ouverts au public.

Source : RFI

Sports et culture

Le Mali aux jeux de Nice : Les joueuses éliminées en quart de finale

En quart de finale du tournoi de basket des 7es Jeux de la francophonie (JDF), les Aigles joueuses ont été éliminées, mercredi 11 septembre 2013, par la sélection de la Fédération de Wallonie Bruxelles. Les nôtres se sont inclinées par 62-70 (11-25, 28-38, 55-54).

SOURCE: Autre Presse

Olympisme : THOMAS BACH, NOUVEAU PATRON DU CIO

Sans surprise, l'ancien champion olympique d'escrime Thomas Bach a été élu à la présidence du Comité international olympique. L'Allemand devient donc l'homme le plus puissant du sport mondial pour au moins huit ans. C'est seulement le neuvième président de l'institution depuis sa création en 1894.

Source : Essor

Divers

Cambriolage en commune VI : Souleymane Traoré alias Mujao échappe à un lynchage

Amputé du bras droit pour vol par les jihadistes du Mujao, Souleymane Traoré vient, une fois de plus, d'échapper à un lynchage. C'était dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 septembre, au niveau de l'UJA (Union des Jeunes Aveugles) en commune VI. Il doit sa vie à la promptitude de l'intervention de la police du 10ème arrondissement. L'une des victimes de l'occupation barbare du nord de notre pays par les jihadistes du Mujao, Souleymane Traoré, qui avait été amputé de son bras droit, vient d'échapper de justesse à un lynchage en commune VI. C'était le mardi 10 septembre, aux environs de 5 heures 30 minutes. Souleymane Traoré a été surpris par un individu en train de faire sauter les cadenas de la porte d'une boutique au niveau de l'UJA à l'aide d'une barre de fer. La personne est venue le voir pour lui demander ce qu'il faisait. Il lui a répondu qu'il était le gardien de la place. Son interlocuteur l'a brusquement maîtrisé avant de crier "au voleur" ! Tout d'un coup, c'est tout le quartier qui s'est mobilisé avant de se ruiner sur le voleur à coups de gourdins et de bâtons. Alerté, le 10^{ème} arrondissement a aussitôt dépêché une équipe sur place. Celle-ci a dû batailler dur pour arracher le pauvre manchot de la clameur publique. Au poste de police, Souleymane Traoré a déclaré qu'il a commencé son opération à Niamakoro où il a cambriolé un salon de coiffure. Il a rangé le butin – un appareil de musique, un poste radio et des habits – derrière sa bicyclette avant de continuer sa route sur l'UJA. Arrivé devant une boutique, selon ses déclarations, il a remarqué qu'il n'y avait pas de gardien. C'est ainsi qu'il a rangé sa bicyclette dans un coin avant de venir briser les cadenas à l'aide d'une barre de fer. Et c'est en pleine opération qu'il a été surpris. Quant à son amputation, Souleymane Traoré déclare qu'il avait été arrêté et emprisonné à Gao pendant un mois pour avoir volé les armes des jihadistes du Mujao. Avant d'être amputé de son bras droit au cours d'une cérémonie publique sur ordre du tribunal islamique du Mujao. Depuis son arrivée à Bamako, il opère seul. Le mardi 10 septembre, le propriétaire du salon de coiffure venu pour faire sa déclaration de perte était surpris de retrouver au poste de police du 10^{ème} arrondissement tout ce qu'il avait perdu. Souleymane Traoré sera présenté aujourd'hui devant le Procureur du tribunal de la commune VI.

Source: 22 Septembre

Rumeurs

Crash d'un avion militaire malien

Un avion militaire (TETRAS Z 401) des FAMA s'est écrasé ce matin à 10h, au cours d'un entraînement à Mountougoula (région de Koulikoro). L'équipage composé de 2 militaires, le capitaine Sidi S Diallo, et l'aspirant Bouilla Diabaté, est sain et sauf. Selon des responsables militaires présents sur les lieux du Crash le moteur se serait arrêté pendant le vol.

Source: Arawaneexpress

Algérie : un nouveau gouvernement composé de proches de Bouteflika

La présidence algérienne a annoncé un remaniement du gouvernement, ce mercredi 11 septembre. Un an après le dernier remaniement, le nouveau gouvernement d'Abdelmalek Sellal se renforce de plusieurs proches d'Abdelaziz Bouteflika. La présidentielle de 2014 semble être l'objectif de ce remaniement ministériel. En effet, les ministères qui seront chargés d'organiser ces élections ont désormais à leur tête des proches d'Abdelaziz Bouteflika. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaiz, était auparavant à la tête du Conseil constitutionnel. Sa nomination a été faite par le président algérien, Abdelaziz Bouteflika. Tayeb Louh, un fidèle du chef de l'Etat, devient lui ministre de la Justice. Au total, 18 ministères sur 32 ont changé de direction. Désormais, Ramtane Lamamra, un diplomate chevronné, commissaire de l'Union africaine, prend la tête des Affaires étrangères. Dernier changement important de ce remaniement, pour la première fois, un vice-ministère de la Défense a été créé. Ce poste a été attribué au chef d'état-major, Ahmed Gaid Salah, qui a 81 ans. Cette nomination surprend car, selon la Constitution, le chef d'état-major ne peut pas être ministre de la Défense. Enfin, on remarque que trois ministres du FLN ont perdu leur poste. Il s'agit de trois ministres qui n'avaient pas soutenu l'élection du nouveau secrétaire général du parti présidentiel.

Source : RFI

Centrafrique: des combattants de la Seleka condamnés pour pillages

C'est une première en République centrafricaine. Ce mercredi, seize combattants de la Seleka ont été condamnés à 8 ans de prison pour des pillages commis le 20 août. Une condamnation qui intervient alors que le bilan des violences du week-end entre éléments de la Seleka et pro-Bozizé, dans le nord-ouest du pays, a été revu à la hausse. La présidence évoque près de cent tués, désormais. Face à l'inquiétude montante, Michel Djotodia a décidé de limoger le chef d'Etat major des armées.

Source : RFI